République française

Département des Hautes-Pyrénées

COMMUNE DE CALAVANTE
Séance du Conseil municipal du 05 novembre 2015

<table>
<thead>
<tr>
<th>Membres en exercice: 11</th>
<th>Date de la convocation: 02/11/2015</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents: 10</td>
<td>L'an deux mille quinze et le cinq novembre l'assemblée régulièrement</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Philippe LACOUME</td>
</tr>
<tr>
<td>Votants: 10</td>
<td>Présents: Philippe LACOUME, Thierry FOURCADE, Andre DUCO,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>William AMORET, Claude CANTERO, Fabrice CLARAC, Didier</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TRAQUET, Stéphanie ESCOULA, Eric DUTHU, Thierry FERRANE</td>
</tr>
<tr>
<td>Pour: 10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Contre: 0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Absents:</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Représentés:</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Excusés:</td>
<td>Vincent COLONGUES</td>
</tr>
<tr>
<td>Secrétaire de séance:</td>
<td>Thierry FOURCADE</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Objet: MOTION sur le projet "Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement" - DE_2015_027

Le Conseil municipal de la commune de Calavanté,
Après avoir examiné le contenu du mandat de négociation conféré par les États membres de l'Union européenne à la Commission européenne pour que celle-ci négocie, en vertu de l'article 207 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, avec les États-Unis d'Amérique, un accord de "Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement";
Après avoir constaté que plusieurs articles de ce mandat précisent que l'accord en négociation s'imposera aux municipalités et autres collectivités territoriales;
Après avoir observé que plusieurs dispositions de ce mandat remettent en cause les prérogatives des collectivités territoriales telles que définies dans la Constitution de la 5ème République et dans la législation française;
Après avoir souligné que les objectifs de ce mandat menacent gravement le choix de sociéité et lers modes de vie qui font le vouloir vivre en commun du peuple de France;
Considère que le, projet en cours de négociation contient en germes de graves dangers pour les exigences sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales et techniques en vigueur en France;
Estime en conséquence que le projet est inacceptable;
Demande au Gouvernement de la République de dénoncer l'accord qu'il a donné pour cette négociation en Conseil des Ministres de l'UE le 14 juin 2013;

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Le Maire:

Philippe LACOUME

RF
PREFECTURE DE TARBES

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 12/11/2015
065-216501205-20151105-DE_2015_027-DE